

Le président bolivien Evo Morales fait les mêmes analyses que l'UPR : l'Europe est une colonie américaine, d'esprit racaliste



I - LE PRÉSIDENT BOLIVIEN AFFIRME QUE L'EUROPE EST UNE COLONIE AMÉRICAINE DONT LES GOUVERNEMENTS OBÉISSENT À DES RÉFLEXES RACISTES

Le président bolivien Evo Morales vient de [publier](#) une « tribune » dans le journal français mensuel *Le Monde diplomatique* du mois d'août 2013, dans laquelle il revient sur l'affaire de son avion, interdit de survol par quatre pays européens, et cloué au sol pendant 13 heures à Vienne (Autriche) le 2 juillet dernier, à son retour de Moscou.

Comme on se le rappelle, cette affront fait au président bolivien, contraire au droit international, a eu pour effet de souder autour de lui la quasi-totalité des gouvernements latino-américains. Plusieurs d'entre eux, parmi les principaux, ont d'ailleurs décidé de « [rappeler en consultation](#) » leurs ambassadeurs accrédités à Paris, Rome, Madrid et Lisbonne.

Ce grave incident diplomatique s'est soldé par un désastre pour la diplomatie française ainsi que pour l'image et l'influence de notre pays dans tout le continent sud-américain.

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
L'article que vient de publier Evo Morales pour tirer les enseignements de cet incident est spécialement intéressant car le chef d'État bolivien n'utilise pas des circonlocutions, non-dits et euphémismes diplomatiques habituels pour exprimer ce qu'il pense. Dans un texte d'une dureté rarissime dans les relations internationales (sauf en cas de guerre déclarée), il souligne au contraire avec précision et cruauté les trois enseignements majeurs que cette affaire a, selon lui, révélés au monde entier :

1°) les États-Unis utilisent « la peur, le chantage et l'intimidation » pour imposer leurs volontés au reste du monde.

Evo Morales l'écrit noir sur blanc : « *la peur, le chantage et l'intimidation* » sont, de façon flagrante, les instruments de la puissance des États-Unis. Au vu et au su de tous.

2°) L'Europe est devenue une « colonie » américaine.

Pour le chef d'État bolivien, l'affaire a prouvé à quel point les pays d'Europe sont devenus esclaves de Washington. Il les qualifie plus exactement de « colonies », livrées pieds et poings liés à leur nouvelle métropole.

Le terme de « colonies » employé ainsi par Evo Morales est on ne peut plus injurieux : non seulement en tant que tel, mais aussi par le degré de mépris que cela révèle de la part d'un chef d'État latino-américain, traditionnellement toujours particulièrement ombrageux sur la question de la colonisation. User du terme de « colonies » pour désigner la France, l'Espagne et le Portugal - qui sont justement les trois pays qui ont colonisé toute l'Amérique latine -, permet au président bolivien de souligner à quel point les rôles historiques ont été renversés, et à quel point les pays d'Europe sombrent dans le déshonneur et l'avilissement.

Ce terme de « colonies » n'est pas le fruit d'un dérapage verbal du président bolivien dans le cadre d'un entretien oral. Il a été, au contraire, mûrement réfléchi et pesé puisqu'il est formulé par écrit dans une « tribune » publiée dans la presse, et qu'il insiste dessus puisqu'il l'emploie à deux reprises :

- d'une part, il écrit que « *violant tous les principes de la bonne foi et les conventions internationales, Washington a transformé une partie du continent européen en territoire colonisé. Une injure aux droits de l'homme, l'une des conquêtes de la Révolution française.* »
- d'autre part, il insiste en soulignant que « *l'obéissance aux ordres qu'on leur donnait* » confirme que **les pays européens sont « soumis à l'impérialisme américain »** et que « *la guerre contre le terrorisme aura réduit la vieille Europe au rang de colonie.* »

3°) L'Europe obéit à des réflexes racistes.

Enfin, le président bolivien met les pieds dans le plat : « *la séquestration d'un avion présidentiel et de son équipage - que l'on est en droit d'estimer impensable au XXI^e siècle - illustre la survivance d'une forme de racisme au sein de certains gouvernements européens.* »

II - LES ANALYSES DU PRÉSIDENT BOLIVIEN CONFORTENT CELLES DE L'UPR

Les adhérents et sympathisants de l'UPR, de même que tous ceux qui nous suivent depuis des mois, reconnaîtront aisément que les analyses faites par le président bolivien correspondent très bien à celles que j'ai pu développer moi-même depuis la création de l'UPR voici six ans.

Je n'ai à peu près rien à retrancher de ce qu'a écrit Evo Morales, à ceci près que je crois plus prudent, et plus conforme à la réalité également, d'utiliser le néologisme de « racialisme » plutôt que le terme très fort de « racisme », et cela pour les raisons que j'évoque dans plusieurs de mes conférences.

Pour le reste, je rappelle que :

II. 1 - S'agissant du rôle des États-Unis d'Amérique

- **a) notre Charte fondatrice, adoptée le jour de la création de l'UPR le 25 mars 2007, en parle à deux reprises :**

- en soulignant que l'Union européenne est « *un attelage absurde, regroupant bientôt une trentaine d'États, où l'influence de la France est devenue marginale tandis que celle des États-Unis d'Amérique, par leurs relais d'influence, y est désormais écrasante.* »

- en relevant que « *l'Europe veut entraîner la France dans des coalitions guerrières aux côtés des États-Unis pour mener des guerres qui violent le droit international, comme en Irak par exemple.* »

[source : <http://www.upr.fr/charte-fondatrice> 1ère Partie]

- **b) depuis la création de l'UPR, je ne cesse pas de souligner, notamment dans mes conférences, à quel point la prétendue « construction européenne » est une entreprise de colonisation américaine.**

C'est notamment :

- la conclusion de ma conférence sur "[l'Histoire de France](#)"

- le canevas général de ma conférence "[Qui gouverne la France et l'Europe ?](#)"

- certaines des idées essentielles du [programme](#) présenté le 3 décembre 2011

Ce que disait Charles de Gaulle, Président de la République française, il y a 50 ans, le 9 janvier 1963



« En Amérique du Sud, en Europe, en Asie, tout le monde en colonne par deux derrière l'oncle Sam, sinon gare à vous ! (Rire.) Ce serait contraire à la solidarité et à la morale ! Voyons, Peyrefitte, c'est de la rigolade !

Les Américains racontent que je voudrais obtenir des concessions, que je suis sur le chemin de la négociation, c'est-à-dire de la capitulation : eh bien, non ! Je ne demande rien, je ne souhaite rien, si ce n'est boire dans mon verre et coucher dans mon lit.

« Le grand problème, maintenant que l'affaire d'Algérie est réglée, c'est l'impérialisme américain. Le problème est en nous, parmi nos couches dirigeantes, parmi celles des pays voisins. Il est dans les têtes. »

[...]

« Tout accepter, c'est, pour des politiciens, le seul moyen d'éviter une tension dont ils pourraient être rendus responsables. On sacrifie l'avenir au présent, parce qu'on ne sait pas dire non. Encore et toujours, se rouler au pied des Américains, comme entre les deux guerres on se roulait au pied des Anglais, comme Vichy s'est roulé au pied des Allemands. »

C'était de Gaulle, Alain Peyrefitte, Fayard 1997, Tome 2, p. 17 et p. 20

II. 2. - S'agissant du caractère racialement de la prétendue « construction européenne »

- **a) notre Charte fondatrice souligne expressément le caractère « moralement et éthiquement suspect » de l'idée qui consiste à faire une distinction entre les peuples et les nations « en fonction de leur appartenance ou non au continent européen. »**

Le texte de la Charte insiste sur cet aspect capital dans la Conclusion et elle le fait dans les termes suivants :

« Dans cette perspective planétaire, l'UPR affirme solennellement qu'en ce XXI^e siècle qui voit le triomphe des échanges et des communications d'un bout à l'autre du globe, la seule instance internationale légitime est plus que jamais l'Organisation des Nations Unies, dont le principe éthique suprême est de traiter tous les peuples et toutes les nations sur un strict pied d'égalité. L'idée même de construire, de gré ou de force, un empire européen – ou euro-atlantique – qui inclurait certaines nations et en exclurait toutes les autres constitue une erreur tragique et un contresens historique majeur, dont les conséquences sur la paix mondiale pourraient être redoutables. »

C'est pourquoi l'UPR entend promouvoir les coopérations internationales de toute nature avec tous les États de la planète, sans procéder à une quelconque distinction, moralement et éthiquement suspecte, en fonction de leur appartenance ou non au continent européen. L'UPR rappelle à ce propos que les définitions des continents sont de pures conventions géographiques, qui ne correspondent nullement aux affinités et aux échanges entre les États du globe. »

[source : <http://www.upr.fr/charte-fondatrice>, Conclusion]

- **b) depuis la création de l'UPR, je ne cesse pas de souligner, dans mes conférences ou mes entretiens à la radio, à quel point la prétendue « construction européenne » obéit, sous couvert d'une logique absurde d'appartenance géographique, à une véritable logique implicite sous-jacente de sélection des peuples en fonction de leurs appartenances ethniques.**

Je renvoie par exemple à ma conférence "L'Europe, la mise en place d'une dictature" du 22 septembre 2012 : <http://www.upr.fr/videos/conferences/europe-dictature>, à partir de 1h05'10"

III - À PART L'UPR, QUEL AUTRE PARTI POLITIQUE FRANÇAIS FAIT LES MÊMES ANALYSES QUE MORALES ?

J'invite mes lecteurs - du moins ceux qui sont de bonne foi, et qui ont à cœur de faire preuve d'honnêteté intellectuelle - à se demander s'il existe un autre parti politique français d'envergure, à part l'UPR, qui fait les mêmes analyses que nous et que le président bolivien.

Pour répondre à cette question, je leur suggère de se poser, en leur âme et conscience, les deux questions fondamentales suivantes :

III. 1.- Que disent et qu'écrivent tous les autres partis politiques français sur le rôle des États-Unis

En particulier, et puisqu'on les présente dans les médias comme les deux seuls partis d'opposition, que disent et qu'écrivent donc le Front National et le Front de Gauche sur ce facteur explicatif décisif de la situation de la France ?

Que l'on me comprenne bien : je ne parle pas ici d'une déclaration faite, une fois en passant, par tel ou tel de ses responsables sur un sujet d'actualité. Par exemple pour condamner l'intervention euro-américaine en Irak ou pour proposer de donner l'asile à Edward Snowden. Car il ne s'agit là que de l'écume des choses, de déclarations sans conséquences et sans lendemain qui n'améliorent en aucun cas l'information des électeurs sur les tendances lourdes des événements et sur les véritables forces agissantes qui se cachent derrière.

Non, la question que je pose est bien plus fondamentale : y a-t-il un autre parti politique qui fait ce que fait l'UPR, à savoir qui explique, avec constance et esprit de suite, avec clarté et patience :

- que ce sont les États-Unis d'Amérique qui ont conçu et qui pilotent depuis plus d'un demi-siècle la prétendue « construction européenne »,
- que cette politique de la plus grande puissance mondiale à notre égard constitue l'élément le plus déterminant de la situation politique de la France, et qu'il n'en existe pas de plus important,
- que cette politique a pour effet de transformer l'Europe en général, et la France en particulier, en colonies américaines,
- que, du fait de la configuration et du nombre des forces en présence, il est mathématiquement et politiquement impossible d'avoir une « Autre Europe » que celle que nous subissons et qui nous transforme ainsi en satellite des États-Unis d'Amérique,
- et qu'il faut donc en tirer la conséquence incontestable que la libération de la France passe nécessairement par la sortie conjointe de l'Union européenne et de l'OTAN.

Quiconque se pose ces questions en conscience ne pourra qu'admettre qu'à part l'UPR, aucun autre parti politique français - et en particulier ni le Front National ni le Front de Gauche - ne développent le moins du monde ces analyses, et ne disent le moindre mot sur le rôle de Washington dans la prétendue « construction européenne ».

III. 2. - Que disent et qu'écrivent tous les autres partis politiques français sur le caractère racialisé de la « construction européenne » ?

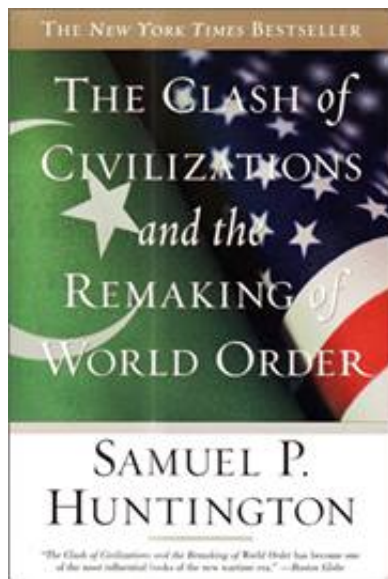
En particulier, et puisqu'on les présente dans les médias comme les deux seuls partis d'opposition, que disent et qu'écrivent donc le Front National et le Front de Gauche sur ce problème essentiel, quoi que caché, posé par le principe même de la « construction européenne » ?

Là aussi, et comme précédemment, je ne parle pas ici d'une déclaration d'ordre très général faite, une fois en passant, par tel ou tel de ses responsables, par exemple pour exalter la coopération avec les pays du Sud en se faisant prendre en photo avec tel ou tel chef d'État africain ou sud-américain, ou pour flétrir les interventions du FMI ou de la Banque mondiale dans les pays en développement, ou pour condamner l'inéquité des échanges industriels et commerciaux.

Non, la question que je pose est bien plus fondamentale : y a-t-il un autre parti politique qui fait ce que fait l'UPR, à savoir qui explique, avec précision et détermination, que la « construction européenne » obéit à une vision racialisée de l'univers, typiquement anglo-saxonne, et qui porte en elle une vision anxieuse, belliqueuse et confrontationnelle de l'humanité ?

Quel autre parti politique explique aux électeurs français qu'il existe un lien fatal entre la « construction européenne », le « grand marché transatlantique » et le prétendu « choc des civilisations », ces trois concepts étant tous les trois également promus par les cercles de réflexion de Washington ?

En vérité, à part l'UPR, aucun autre mouvement politique n'analyse ni ne présente aux électeurs français cet aspect décisif de la géopolitique mondiale : après avoir été le fer de lance - voulu par Washington - de la coupure de l'Europe en deux blocs antagonistes entre 1947 et 1989, la « construction européenne » est devenu le fer de lance



Le Choc des civilisations et la Refondation de l'ordre mondial (en anglais *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*) est un essai de pseudo-analyse politique rédigé par l'Américain Samuel Huntington, professeur à Harvard. Paru en 1996 et traduit en français en 1997, ce livre a été ardemment promu par tous les grands médias américains (notamment par le *New York Times*) et européens.

Très controversé depuis sa parution, cet ouvrage prétend procéder à une description géopolitique du monde qui serait fondée non plus sur des clivages idéologiques politiques, mais sur des oppositions culturelles très floues, qualifiées de « civilisationnelles ». Non seulement le seul critère utilisé est limité au seul critère religieux (délaissant ainsi l'anthropologie, la linguistique, la géographie, l'histoire,...), mais même ce critère est abordé de façon très grossière puisqu'il ne fait pas de distinction entre les différentes églises chrétiennes, les diverses formes d'islam ou de bouddhisme, etc.

Procédant en conséquence à des découpages d'un simplisme hollywoodien, cette théorie fumeuse appartient au registre de ce que les Américains appellent les "prophéties auto-réalisatrices" ("self fulfilling prophecies"). Il ne s'agit pas d'une description objective, fine et nuancée du monde, mais d'un programme politique implicite, visant à justifier une "refondation de l'ordre mondial", par la force s'il le faut, comme l'indique le titre même de l'ouvrage. L'un des objectifs implicites mais centraux de ce livre étant d'ailleurs d'attiser les oppositions entre les peuples d'Europe d'un côté, ceux du Maghreb et du Proche Orient arabo-musulman de l'autre côté.

Dans cette théorie, la France et l'ensemble de l'Europe - sauf la Russie et la Biélorussie - sont bien entendu présentées comme faisant partie d'une prétendue "civilisation judéo-chrétienne", dont le périmètre ressemble à s'y méprendre à celui de l'Union européenne fondue dans le même ensemble que les États-Unis et le Canada, c'est-à-dire le Grand Marché Transatlantique et l'OTAN... En revanche, ce découpage sépare l'Espagne de tous les pays hispanophones d'Amérique latine, la France de la plupart des pays de la Francophonie, etc.

La manipulation politique est donc grosse comme une ficelle.

CONCLUSION : UNE RÉGRESSION ALARMANTE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DU NIVEAU DU DÉBAT PUBLIC EN FRANCE

Contrairement à ce que certains pourraient imaginer, je ne me réjouis pas le moins du monde du constat que je viens de dresser quant au caractère unique de l'UPR. Car il témoigne de la régression, aussi spectaculaire qu'alarmante, de la liberté d'expression et du niveau du débat public en France.

En effet, ce que je ne cesse de dire et d'analyser depuis la création de l'UPR prend des allures de révélation pour de très nombreux Français qui découvrent mes conférences, et semble même sulfureux, voire "conspirationniste"

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~ pour certains adversaires. Pourtant, l'essentiel de mes analyses était de notoriété publique voici 30 à 50 ans, et faisait l'objet de déclarations publiques ou d'écrits politiques très circonstanciés dans deux très grandes familles politiques :

- les gaullistes entre 1945 et 1978 environ ; j'ai déjà insisté suffisamment sur ce courant de pensée, dans mes conférences, mes articles ou mes entretiens à la radio, pour qu'il soit inutile que j'y revienne ici ;
- les communistes entre 1945 et 1981 environ ; comme je n'en ai pas suffisamment parlé jusqu'à présent, j'y consacre un article que je publie à la suite de celui-ci.

Or, l'une et l'autre de ces deux formations sont progressivement tombées sous la coupe de directions européistes, et se sont ainsi laissées aller à abandonner leurs analyses, dont la puissance et la pertinence galvanisaient leurs électeurs :

- l'UDR devenue RPR n'est plus gaulliste depuis 1986, et l'UMP est même devenue la quintessence de l'antigaullisme ;

- quant au PCF, il n'est plus communiste depuis 1991, et le Front de Gauche l'est encore moins.

Depuis les années 80, et plus encore depuis les années 90, la vie politique française est ainsi orpheline de ces deux grands partis. C'est une véritable tragédie politique. Car, que cela plaise ou pas, le fait est qu'ils étaient, à eux deux, les garants essentiels de la souveraineté nationale et du patriotisme, ainsi que les défenseurs sourcilleux de la justice sociale et de l'intérêt général contre l'égoïsme prédateur des féodalités économiques et financières.

En dépit de l'anachronisme et de l'à-peu-près que cette comparaison comporte, je n'hésite pas à dire que les vrais gaullistes et les vrais communistes parlaient, écrivaient et réagissaient, dans les années 60, globalement comme l'UPR et comme Evo Morales et les chefs d'État sud-américains le font en 2013.

François ASSELINEAU